

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 PARCAY MESLAY

Parçay-Meslay, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/07/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPETERIES PALM

Avenue Monseigneur Roméro

BP 19

37160 DESCARTES

Références : 2022/870 – FI / VAT20220471
Code AIOT : 0010000663

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/07/2022 dans l'établissement PAPETERIES PALM implanté AV DE MONSEIGNEUR ROMERO 37160 DESCARTES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite a été effectuée suite au signalement par l'exploitant de deux épisodes de dépassement des VLE pour les paramètres MES et DCO du rejet « Eaux industrielles » :

Premier épisode de dépassement :

Signalé le 07/06/2022 par l'exploitant par un appel téléphonique.

Suite au premier signalement, l'inspection des installations classées a rappelé, par mail du 08/06/2022, à l'exploitant ses obligations de transmission d'un rapport d'accident suite à cet évènement.

Dans le rapport d'accident transmis le 21/06/2022, l'exploitant apporte les informations suivantes :

"Circonstances et causes directes de l'événement :

Depuis le 20/05/2022, des problématiques de conservation de notre amidon de pomme de terre sur les machines à papier sont apparues.

Ces incidents entraînaient des purges répétées d'amidon dans les rejets et ont conduit à des difficultés de traitement à la station d'épuration depuis le 22/05/2022.

Suite aux actions menées sur les traitements machines, début juin, la station d'épuration était presque revenue dans une situation normale.

Le gros orage du samedi 04/06/2022 a fortement perturbé l'usine. Les fortes pluies ont envoyé un à-coup hydraulique et de charges à la station d'épuration qui n'était pas encore tout à fait remise de l'incident « amidon ». Le rendement des méthaniseurs a chuté d'un coup et la surcharge sur l'aération a conduit à une défloculation massive, d'où les dépassements.

Causes profondes :

A cause des fortes tensions sur le marché du blé, le type d'amidon utilisé dans le process papetier a changé en juin 2021. Nous sommes passés de l'amidon de blé à l'amidon de pomme de terre.

L'amidon de pomme de terre est beaucoup plus variable en qualité (fabrication à partir de la pomme de terre en elle-même et/ou à partir des déchets d'épluchures) et est beaucoup plus sensible aux développements bactériens.

Les incidents débutant vers le 20/05/2022 portaient sur l'inadaptation des biocides traitant l'amidon quant à la qualité intrinsèque du produit livré et aux conditions de mise en œuvre (températures élevées). Cela a entraîné des purges des bacs d'amidon beaucoup trop fréquentes, donc de la DCO et des biocides en augmentation dans les eaux brutes devant être traitées par la station d'épuration.

Mesures prises :

Les traitements de l'amidon ont été revus pour tenir compte de la forte variabilité des conditions (qualité, température, etc.) et pour éviter les relargages par purges dans les eaux brutes. Les contrôles qualité ont été renforcés. Un cuvier supplémentaire de prétraitement (acidogénèse) a été mis en service à l'entrée de la station d'épuration pour mieux absorber les éventuels à-coup de charges.

Impacts sur le milieu :

Les dépassements des VLE MES et DCO n'ont pas eu d'impact visible sur le milieu."

Deuxième épisode de dépassement :

Signalé le 13/07/2022 par l'exploitant par mail qui précise les points suivants :

"Les actions menées dernièrement ont permis d'améliorer les différentes étapes de la méthanogénèse (amélioration de l'acidification, démarrage d'une capacité supplémentaire, etc.).

Ainsi nos nouveaux méthaniseurs fonctionnent bien avec des rendements d'environ 90% sur la DCO soluble. C'est au niveau de l'étage d'aération que les problématiques se concentrent.

Les températures élevées rendent difficiles les transferts d'oxygène.

Ainsi, un développement de bactéries filamenteuses a conduit ce week-end à une baisse de la décantation dans le clarificateur final et donc à des entraînements de MES (et donc de DCO) dans le rejet.

Les actions immédiates sont :

1. Traitement bactéricide des filamenteuses afin de retrouver la décantation dans le clarificateur final : démarré hier

2. Ajout d'un 3e aérateur dans le bassin d'aération afin d'améliorer le transfert d'oxygène : importants travaux de tuyauterie et de raccordements électriques : en cours, démarrage prévu lundi 18/07.

Sur les causes profondes, nous travaillons depuis plusieurs semaines avec un prestataire extérieur afin de définir les actions (investissements, maintenance, etc.) qui seraient nécessaires pour sécuriser le fonctionnement de notre station d'épuration."

Par mail du 13/07/2022, l'inspection des installations classées a confirmé à l'exploitant la réalisation d'une visite d'inspection sur site le 21/07/2022 pour aborder le sujet des épisodes de dépassement. Cette visite a été décalée au 26/07/2022 sur demande de l'exploitant du 19/07/2022 suite à la programmation le 21/07/2022 d'une opération de récupération du troisième aérateur qui a chuté et s'est ensablé dans le fond du bassin d'aération du fait de l'ensablement en forme de cône présent dans celui-ci (intervention de plongeurs scaphandriers et d'une grue).

Par mail du 19/07/2022, l'OFB a contacté l'inspection des installations classées pour notamment l'informer de plusieurs signalements de rejets anormaux de la société PAPETERIES PALM dans la Creuse.

Le 22/07/2022, l'exploitant a indiqué que, suite aux opérations de récupération du troisième aérateur, il a été constaté que le bassin d'aération, d'une capacité de 3 000 m³, est ensablé à hauteur de 30 % de sa capacité totale. Il estime que cet état d'ensablement est la cause directe probable des difficultés d'aération (voir point de contrôle n°3 de ce rapport).

Les éléments présentés par l'exploitant lors la visite d'inspection ont permis de constater qu'entre le 22/05/2022 et le 25/07/2022, plusieurs pics de dépassement de VLE, notamment MES et DCO, ont eu lieu (les 4 et 15/06/2022 et les 11, 18, 19 et 20/07/2022, voir point de contrôle n°4 de ce rapport). La tendance des valeurs de rejet est à la baisse depuis le 24/07/2022, néanmoins, les dernières valeurs de rejets mises à disposition de l'inspection des installations classées datent du 25/07/2022 et montrent un dépassement en concentration et flux pour le paramètre MES voir point de contrôle n°4 de ce rapport).

Le représentant de l'OFB, présent lors de la visite d'inspection, a notamment précisé les constats réalisés le 19/07/2022 :

- Déversement de « boues » très conséquent observé au point de rejet de l'entreprise PAPETERIES PALM.
- Colmatage important en aval sur près d'un tiers de la largeur du lit et près de 500 mètres de long. Les végétaux aquatiques sont également très colmatés.
- A 1000 mètres en aval le fond n'est pas colmaté mais la colonne d'eau est toujours trouble sur presque la moitié du lit mineur.
- Pas de mortalité de poissons constatée et présence de petits poissons sur la partie impactée, mais les gros poissons eux ne sont visibles que sur le reste de la Creuse.

Au vu de ces éléments, il est notamment demandé à l'exploitant, voir point de contrôle n°6 de ce rapport, de déterminer les effets sur l'environnement ainsi que le cas échéant les mesures envisagées pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

L'exploitant a indiqué que la production de la machine à papier n°9 a été réduite de 5 % le 15/07/2022 afin de limiter la charge de la station d'épuration et ainsi favoriser le retour dans les normes du rejet d'eaux industrielles.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPETERIES PALM
- AV DE MONSEIGNEUR ROMERO 37160 DESCARTES
- Code AIOT : 0010000663
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : oui

Les activités de la société PAPETERIES PALM sur la commune de Descartes sont autorisées par l'AP n° 17660 du 17 mai 2005 autorisant la société SEYFERT DESCARTES à poursuivre l'exploitation d'une unité de fabrication de papier destiné à être transformé en carton ondulé (actualisation et abrogation des actes administratifs antérieurs).

Cet établissement fait également l'objet des actes administratifs suivants :

- l'arrêté complémentaire n° 18412 du 1er août 2008 relatif au déplacement du point de rejet des effluents liquides,
- l'arrêté complémentaire n° 18575 du 14 mai 2009 relatif à l'épandage agricole des boues de la station d'épuration,
- l'arrêté complémentaire n° 18671 du 16 novembre 2009 prescrivant des études complémentaires relatives aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique,
- l'arrêté complémentaire n° 20019 du 14 octobre 2014 relatif à la mise en œuvre des garanties financières,
- l'arrêté complémentaire n° 20205 du 14 octobre 2015 relatif aux prescriptions applicables en matière de prévention de la légionellose,
- l'arrêté complémentaire n° 20242 du 7 décembre 2015 relatif à la dérogation "fin de vie" prévue à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de

- combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910,
- l'arrêté complémentaire n° 20540 du 1er décembre 2017 rendant applicables les dispositions introduites par la directive IED,
- la lettre préfectorale du 14 décembre 2018 prenant acte de l'installation d'une cuve d'oxygène liquide soumise au régime de la déclaration (rubrique 4442.2 de la nomenclature).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dépassement des valeurs limites d'émission du rejet "eaux industrielles".

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Traitement des effluents industriels	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.2.5.	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Valeurs limites de rejet - Eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.6.3.	/	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Débit réservé de la Creuse	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.1.3.4.	/	Sans objet
5	Surveillance du rejet "Eaux industrielles"	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.7.1.	/	Sans objet
6	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 26/07/2022, article R.512-69	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions techniques - Prélèvement dans la Creuse	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.1.3.2.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions techniques - Prélèvement dans la Creuse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.1.3.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les prélèvements d'eau dans le milieu, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, sont limités, par des systèmes qui en favorisent l'économie aux stricts besoins d'eaux industrielles de l'établissement, à 200 m3 par heure d'utilisation. L'exploitant suivra et tracera un ratio mensuel de consommation spécifique (consommation d'eau de la Creuse par tonne produite). Le suivi de ce ratio est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 10 ans. En tout état de cause, ce ratio ne doit pas dépasser 7,4 m3/t en moyenne annuelle.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a présenté le tableau de suivi de la consommation d'eau prélevée dans la Creuse. Les informations indiquées dans ce tableau permettent de vérifier que : <ul style="list-style-type: none">- le seuil de 200 m³ n'est pas atteint pour les mois de juin et juillet 2022 ;- la consommation maximale relevée pour le 25 juillet 2022 est de 184,1 m³/h ;- le ratio mensuel de consommation spécifique (consommation d'eau de la Creuse par tonne produite) en moyenne annuelle est de 6,89 pour l'année 2021, et est de 7,03 entre juin 2021 et juillet 2022. Ce point n'appelle pas de commentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Débit réservé de la Creuse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.1.3.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le prélèvement d'eau dans la Creuse est interdit lorsque le débit de la rivière est inférieur à 6 m³/s.</p> <p>Aucun prélèvement d'eau dans la nappe alluviale n'est effectué.</p> <p>L'exploitant met en œuvre, dans un délai maximal de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositifs et consignes nécessaires au respect de cette prescription. [...]</p>
<p>Constats : La procédure opérationnelle en lien avec la prescription « Débit réservé de la rivière Creuse » pourrait utilement préciser que lorsque la rivière La Creuse atteint les niveaux, d'interdiction et restriction de prélèvement sur les cours d'eau, « Alerte », Alerte renforcée » et « Crise », alors la vérification du niveau de la rivière est réalisée quotidiennement. L'exploitant doit justifier que l'enregistrement et l'archivage des relevés du niveau de la rivière Creuse est bien réalisé.</p>
<p>Observations : L'exploitant a présenté la procédure opérationnelle, actualisée le 01/06/2022, en lien avec la prescription « Débit réservé de la rivière Creuse » :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la procédure d'accès aux données sur le site internet du service « eaufrance HYDRO PORTAIL » est décrite, la station de mesure la plus proche en amont permettant d'afficher un débit est la station « L6020710 : La Creuse à Leugny » ; - il est notamment indiqué « En cas de forte sécheresse, la vérification, l'enregistrement et l'archivage des relevés sont effectués périodiquement (au moins trois fois par semaine) » : au vu du faible débit de la rivière Creuse, l'inspection a précisé à l'exploitant qu'une vérification quotidienne serait plus adaptée lorsque la rivière Creuse atteint les niveaux d'interdiction et restriction de prélèvement sur les cours d'eau « Alerte », Alerte renforcée » et « Crise » définis par arrêté préfectoral. - il est indiqué que si le débit est strictement inférieur à 6 m³/s, les prélèvements d'eau dans la Creuse seront stoppés après que les installations techniques du site aient été mises en sécurité. La vérification de l'enregistrement et l'archivage des relevés n'ont pas été vérifiés en séance.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Traitement des effluents industriels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.2.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les effluents industriels de toute nature, y compris les eaux de purge et les eaux issues du lavage de l'unité de déminéralisation, sont traités avant rejet afin de respecter les valeurs limites fixées au présent arrêté. La station d'épuration de l'établissement doit permettre de respecter les valeurs limites de rejet fixées au point 3.1.6.3 du présent arrêté.</p>
<p>Constats : Du fait de l'ensablement important du bassin d'aération, la station d'épuration ne permet pas de respecter en tout temps les valeurs limites de rejets. L'exploitant doit transmettre le bon de commande relatif au dessablement du bassin d'aération de la station d'épuration et les éléments justifiant de cette opération. L'exploitant doit établir une procédure définissant la périodicité de vérification du degré d'ensablement du bassin d'aération de la station d'épuration et les actions à mener le cas échéant.</p>
<p>Observations : Lors de la visite d'inspection réalisée le 26/07/2022, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - a confirmé que le bassin d'aération de la station d'épuration est ensablé à 1/3 de sa capacité ; - que le risque d'ensablement n'avait pas été identifié auparavant et que le bassin d'aération n'a jamais été dessablé depuis sa mise en service en 2005 ; - qu'un audit est réalisé depuis le 15/06/2022 par la société NBCO afin d'améliorer le fonctionnement de la station d'épuration. La société NBCO est également le fournisseur des nutriments nécessaires au fonctionnement de la station d'épuration. <p>Les mesures prévues par l'exploitant pour améliorer le fonctionnement de la station d'épuration sont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le dessablement du bassin d'aération qui, au vu des disponibilités des sociétés compétentes dans ce domaine, ne pourra être débuté qu'à partir de fin août début septembre. Cette opération, d'une durée d'environ 4 semaines, pourra être réalisée pendant que le bassin d'aération fonctionnera. L'exploitant a transmis un 1er devis de la société SEMEO, en date du 25/07/2022. L'exploitant est en attente d'un second devis. - installation du troisième aérateur dans le bassin d'aération après le dessablement (prévue en octobre 2022) ; - le remplacement des aérateurs d'ancienne génération par des aérateurs plus récents et plus performants (commande prévue en août 2022, réalisation en 2 phases : mars 2023 et juin 2023) ; - l'acquisition d'un analyseur de COT en ligne afin d'améliorer les connaissances quant aux charges à traiter pour à terme corréliser les productions avec les dosages de nutriments (commande passée le 11/07/2022 pour achat du Hach BioTector B7000i Online TOC Analyzer / délai 4-5 mois). <p>L'exploitant ne dispose pas d'une procédure définissant la périodicité de vérification du degré d'ensablement du bassin d'aération de la station d'épuration et les actions à mener le cas échéant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Valeurs limites de rejet-Eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.6.3.																																																																																															
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux																																																																																															
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																																																																																															
Prescription contrôlée : L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - température inférieure à 35°C, - pH compris entre 5,5 et 8,5, - couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l, - absence de matières flottantes, - ne pas dégrader les réseaux d'égouts, - ne pas dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts ainsi que dans le milieu récepteur éventuellement par mélange avec d'autres effluents. <p>De plus, les valeurs limites fixées dans les tableaux suivants s'appliquent au rejet des effluents spécifiques indiqués :</p>																																																																																															
<p align="center">Tableau 1</p> <p align="center">Eaux industrielles</p> <table> <tr> <td><i>Production moyenne</i></td><td align="center" colspan="5">230 000 t/an</td></tr> <tr> <td><i>Débit maximal</i></td><td align="center" colspan="5">4000 m³/jour</td></tr> <tr> <th><i>Paramètre</i></th><th><i>Flux spécifique (kg/tonne de papier produit *)</i></th><th><i>Concentration maximale (en mg/l)</i></th><th><i>Flux maximal jour (en kg/j)</i></th><th><i>Flux maximal mois (en kg/mois)</i></th><th><i>Flux maximal annuel (en kg/an)</i></th></tr> <tr> <td><i>Matières en suspension totales (MEST)</i></td><td align="center">0,4</td><td align="center">105</td><td align="center">420</td><td align="center">10000</td><td align="center">92000</td></tr> <tr> <td><i>Demande biologique en oxygène (DBO₅)</i></td><td align="center">0,7</td><td align="center">105</td><td align="center">420</td><td align="center">17450</td><td align="center">161000</td></tr> <tr> <td><i>Demande chimique en oxygène (DCO)</i></td><td align="center">1,4</td><td align="center">560</td><td align="center">2250</td><td align="center">34900</td><td align="center">322000</td></tr> <tr> <td><i>Azote total (en N)</i></td><td align="center">0,09</td><td align="center">30</td><td align="center">110</td><td align="center">2250</td><td align="center">20700</td></tr> <tr> <td><i>Phosphore total (en P)</i></td><td align="center">0,008</td><td align="center">3</td><td align="center">13</td><td align="center">200</td><td align="center">1840</td></tr> <tr> <td><i>Hydrocarbures totaux (HCT)</i></td><td align="center">-</td><td align="center">10</td><td align="center">40⁽¹⁾</td><td align="center">-</td><td align="center">-</td></tr> <tr> <td><i>Indice phénols</i></td><td align="center">-</td><td align="center">0,3</td><td align="center">0,8</td><td align="center">-</td><td align="center">-</td></tr> <tr> <td><i>Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)</i></td><td align="center">-</td><td align="center">5</td><td align="center">8⁽²⁾</td><td align="center">-</td><td align="center">-</td></tr> <tr> <td><i>Total des 8 métaux suivants : Cr + Cu + Ni + Pb + Zn + As + Cd + Hg</i></td><td align="center">-</td><td align="center">10</td><td align="center">40</td><td align="center">-</td><td align="center">-</td></tr> <tr> <td><i>Substances listées en annexe IV(a) de l'arrêté ministériel du 3/04/2000</i></td><td align="center">-</td><td align="center">0,05</td><td align="center">0,2</td><td align="center">-</td><td align="center">-</td></tr> <tr> <td><i>Substances listées en annexe IV(b) de l'arrêté ministériel du 3/04/2000</i></td><td align="center">-</td><td align="center">1,5</td><td align="center">6</td><td align="center">-</td><td align="center">-</td></tr> <tr> <td><i>Substances listées en annexe IV(c1) de l'arrêté ministériel du 3/04/2000</i></td><td align="center">-</td><td align="center">8</td><td align="center">30</td><td align="center">-</td><td align="center">-</td></tr> </table> <p>(*) en moyenne annuelle</p>						<i>Production moyenne</i>	230 000 t/an					<i>Débit maximal</i>	4000 m ³ /jour					<i>Paramètre</i>	<i>Flux spécifique (kg/tonne de papier produit *)</i>	<i>Concentration maximale (en mg/l)</i>	<i>Flux maximal jour (en kg/j)</i>	<i>Flux maximal mois (en kg/mois)</i>	<i>Flux maximal annuel (en kg/an)</i>	<i>Matières en suspension totales (MEST)</i>	0,4	105	420	10000	92000	<i>Demande biologique en oxygène (DBO₅)</i>	0,7	105	420	17450	161000	<i>Demande chimique en oxygène (DCO)</i>	1,4	560	2250	34900	322000	<i>Azote total (en N)</i>	0,09	30	110	2250	20700	<i>Phosphore total (en P)</i>	0,008	3	13	200	1840	<i>Hydrocarbures totaux (HCT)</i>	-	10	40 ⁽¹⁾	-	-	<i>Indice phénols</i>	-	0,3	0,8	-	-	<i>Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)</i>	-	5	8 ⁽²⁾	-	-	<i>Total des 8 métaux suivants : Cr + Cu + Ni + Pb + Zn + As + Cd + Hg</i>	-	10	40	-	-	<i>Substances listées en annexe IV(a) de l'arrêté ministériel du 3/04/2000</i>	-	0,05	0,2	-	-	<i>Substances listées en annexe IV(b) de l'arrêté ministériel du 3/04/2000</i>	-	1,5	6	-	-	<i>Substances listées en annexe IV(c1) de l'arrêté ministériel du 3/04/2000</i>	-	8	30	-	-
<i>Production moyenne</i>	230 000 t/an																																																																																														
<i>Débit maximal</i>	4000 m ³ /jour																																																																																														
<i>Paramètre</i>	<i>Flux spécifique (kg/tonne de papier produit *)</i>	<i>Concentration maximale (en mg/l)</i>	<i>Flux maximal jour (en kg/j)</i>	<i>Flux maximal mois (en kg/mois)</i>	<i>Flux maximal annuel (en kg/an)</i>																																																																																										
<i>Matières en suspension totales (MEST)</i>	0,4	105	420	10000	92000																																																																																										
<i>Demande biologique en oxygène (DBO₅)</i>	0,7	105	420	17450	161000																																																																																										
<i>Demande chimique en oxygène (DCO)</i>	1,4	560	2250	34900	322000																																																																																										
<i>Azote total (en N)</i>	0,09	30	110	2250	20700																																																																																										
<i>Phosphore total (en P)</i>	0,008	3	13	200	1840																																																																																										
<i>Hydrocarbures totaux (HCT)</i>	-	10	40 ⁽¹⁾	-	-																																																																																										
<i>Indice phénols</i>	-	0,3	0,8	-	-																																																																																										
<i>Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)</i>	-	5	8 ⁽²⁾	-	-																																																																																										
<i>Total des 8 métaux suivants : Cr + Cu + Ni + Pb + Zn + As + Cd + Hg</i>	-	10	40	-	-																																																																																										
<i>Substances listées en annexe IV(a) de l'arrêté ministériel du 3/04/2000</i>	-	0,05	0,2	-	-																																																																																										
<i>Substances listées en annexe IV(b) de l'arrêté ministériel du 3/04/2000</i>	-	1,5	6	-	-																																																																																										
<i>Substances listées en annexe IV(c1) de l'arrêté ministériel du 3/04/2000</i>	-	8	30	-	-																																																																																										
Constats : Des dépassements des valeurs limites d'émission, en concentration et flux, du rejet « Eaux industrielles » ont été constatés sur la période du 01/06/2022 au 25/07/2022, pour les paramètres DBO ₅ , DCO, Indice phénol, MES, NGL et P total. <p>L'exploitant doit justifier que la prescription relative à la modification de la coloration du milieu récepteur est respectée.</p>																																																																																															
Observations : L'exploitation des résultats d'analyses des eaux industrielles fait apparaître des dépassements des VLE (concentration et/ou flux) en mai et juin 2022 :																																																																																															

DBO5 : 5 dépassements en concentration sans dépasser le double de la VLE (maximum 170 mg/L pour 105 mg/L) et 2 dépassements en flux mais inférieur au double de la VLE (maximum 593 kg/j pour 420 kg/j) ;

DCO : 3 dépassements en concentration sans dépasser le double de la VLE (maximum 1102 mg/L pour 560 mg/L) et 3 dépassements en flux mais inférieur au double de la VLE (maximum 3872 kg/j pour 2250 kg/j) ;

Indice phénol : 1 dépassement en flux mais inférieur au double de la VLE (maximum 0,84 mg/L pour 0,8 mg/L) ;

MES : 12 dépassements en concentration dont 3 en juin à plus du double de la VLE (maximum 709 mg/L pour 105 mg/L) et 9 dépassements en flux dont 3 en juin à plus du double de la VLE (maximum 2355 kg/j pour 420 kg/j) ;

NGL : 4 dépassements en concentration dont 1 en juin à plus du double de la VLE (maximum 61 mg/L pour 30 mg/L) et 3 dépassements en flux mais inférieur au double de la VLE (maximum 202,6 kg/j pour 110 kg/j) ;

P total : 4 dépassements en concentration dont 2 en juin à plus du double de la VLE (maximum 11 mg/L pour 3 mg/L) et 4 dépassements en flux dont 1 en juin à plus du double de la VLE (maximum 36,5 kg/j pour 13 kg/j).

Pour juillet 2022, les éléments transmis par l'exploitant concernant les paramètres DCO et MES, principalement impactés par le dysfonctionnement de la station d'épuration, montrent des dépassements des VLE (concentration et/ou flux) entre le 10 et le 25/07/2022 :

DCO : 6 dépassements en concentration dont 3, les 18, 19 et 20/07/2022, à plus du double de la VLE (maximum 2015 mg/L pour 560 mg/L) et 4 dépassements en flux dont 1, le 19/07/2022, supérieur au double de la VLE (maximum 5705 kg/j pour 2250 kg/j) ;

MES : 16 dépassements en concentration dont 9 à plus du double de la VLE notamment les 18, 19 et 20/07/2022 (maximum 1639 mg/L pour 105 mg/L) et 16 dépassements en flux dont 8, notamment les 11, 18, 19 et 20/07/2022, à plus du double de la VLE (maximum 4640 kg/j pour 420 kg/j).

Les valeurs en concentrations et flux sont à la baisse depuis le 24/07/2022. Au 25/07/2022, seules les VLE du paramètre MES ne sont pas respectées :

DCO : 313 mg/L en concentration pour 560 mg/L et 1078 kg/j en flux pour 2250 kg/j ;

MES : 124 mg/L en concentration pour 105 mg/L et 427 kg/j en flux pour 420 kg/j.

L'exploitant ne dispose pas d'éléments permettant de justifier que la prescription relative à la modification de la coloration du milieu récepteur est respectée (cette prescription ne fait pas l'objet d'une surveillance périodique).

Les causes de ces dépassements et les mesures prises par l'exploitant pour respecter les VLE sont décrites précédemment dans ce rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 7 jours

N° 5 : Surveillance du rejet "Eaux industrielles"

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.71.																					
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux																					
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																					
Prescription contrôlée : <i>[3.1.7. SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX</i> <i>Nonobstant les prélèvements, mesures et analyses éventuellement requis au titre du code de la santé, l'exploitant effectue ou fait effectuer par du personnel qualifié les prélèvements, mesures et analyses définis ci après :]</i>																					
<table border="1"> <caption>Tableau 4</caption> <thead> <tr> <th><i>Paramètres</i></th><th><i>Fréquence</i></th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td><i>Débit, température et pH</i></td><td><i>Mesure continue des paramètres et cumul journalier pour le débit</i></td></tr> <tr> <td><i>MES et DCO</i></td><td><i>Mesure journalière sur un échantillon proportionnel au débit rejeté : concentration et flux résultant calculé</i></td></tr> <tr> <td><i>DBO₅, azote et phosphore</i></td><td><i>Mesure hebdomadaire sur un échantillon proportionnel au débit rejeté : concentration et flux résultant calculé</i></td></tr> <tr> <td><i>Indice de volume des boues, excès d'ammoniac et d'orthophosphate dans les effluents, et contrôles microscopiques de la biomasse</i></td><td><i>Mesure hebdomadaire (*)</i></td></tr> <tr> <td><i>Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)</i></td><td><i>Mesure trimestrielle sur un échantillon proportionnel au débit rejeté : concentration et flux résultant calculé</i></td></tr> <tr> <td><i>Hydrocarbures totaux</i></td><td><i>Mesure trimestrielle sur un échantillon proportionnel au débit rejeté : concentration et flux résultant calculé</i></td></tr> <tr> <td><i>Teneur en P et N de la biomasse</i></td><td><i>Mesure semestrielle (*)</i></td></tr> <tr> <td><i>Indice phénols</i></td><td><i>Mesure semestrielle sur un échantillon proportionnel au débit rejeté : concentration et flux résultant calculé</i></td></tr> <tr> <td><i>Total des 8 métaux suivants : Cr + Cu + Ni + Pb + Zn + As + Cd + Hg</i></td><td><i>Mesure annuelle sur un échantillon proportionnel au débit rejeté : concentration et flux résultant calculé</i></td></tr> </tbody> </table>		<i>Paramètres</i>	<i>Fréquence</i>	<i>Débit, température et pH</i>	<i>Mesure continue des paramètres et cumul journalier pour le débit</i>	<i>MES et DCO</i>	<i>Mesure journalière sur un échantillon proportionnel au débit rejeté : concentration et flux résultant calculé</i>	<i>DBO₅, azote et phosphore</i>	<i>Mesure hebdomadaire sur un échantillon proportionnel au débit rejeté : concentration et flux résultant calculé</i>	<i>Indice de volume des boues, excès d'ammoniac et d'orthophosphate dans les effluents, et contrôles microscopiques de la biomasse</i>	<i>Mesure hebdomadaire (*)</i>	<i>Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)</i>	<i>Mesure trimestrielle sur un échantillon proportionnel au débit rejeté : concentration et flux résultant calculé</i>	<i>Hydrocarbures totaux</i>	<i>Mesure trimestrielle sur un échantillon proportionnel au débit rejeté : concentration et flux résultant calculé</i>	<i>Teneur en P et N de la biomasse</i>	<i>Mesure semestrielle (*)</i>	<i>Indice phénols</i>	<i>Mesure semestrielle sur un échantillon proportionnel au débit rejeté : concentration et flux résultant calculé</i>	<i>Total des 8 métaux suivants : Cr + Cu + Ni + Pb + Zn + As + Cd + Hg</i>	<i>Mesure annuelle sur un échantillon proportionnel au débit rejeté : concentration et flux résultant calculé</i>
<i>Paramètres</i>	<i>Fréquence</i>																				
<i>Débit, température et pH</i>	<i>Mesure continue des paramètres et cumul journalier pour le débit</i>																				
<i>MES et DCO</i>	<i>Mesure journalière sur un échantillon proportionnel au débit rejeté : concentration et flux résultant calculé</i>																				
<i>DBO₅, azote et phosphore</i>	<i>Mesure hebdomadaire sur un échantillon proportionnel au débit rejeté : concentration et flux résultant calculé</i>																				
<i>Indice de volume des boues, excès d'ammoniac et d'orthophosphate dans les effluents, et contrôles microscopiques de la biomasse</i>	<i>Mesure hebdomadaire (*)</i>																				
<i>Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)</i>	<i>Mesure trimestrielle sur un échantillon proportionnel au débit rejeté : concentration et flux résultant calculé</i>																				
<i>Hydrocarbures totaux</i>	<i>Mesure trimestrielle sur un échantillon proportionnel au débit rejeté : concentration et flux résultant calculé</i>																				
<i>Teneur en P et N de la biomasse</i>	<i>Mesure semestrielle (*)</i>																				
<i>Indice phénols</i>	<i>Mesure semestrielle sur un échantillon proportionnel au débit rejeté : concentration et flux résultant calculé</i>																				
<i>Total des 8 métaux suivants : Cr + Cu + Ni + Pb + Zn + As + Cd + Hg</i>	<i>Mesure annuelle sur un échantillon proportionnel au débit rejeté : concentration et flux résultant calculé</i>																				
(*) en cas de dysfonctionnement de la STEP, l'exploitant met en œuvre un programme de surveillance rapproché sur l'ensemble des paramètres constituant la biomasse, notamment la teneur en N et P																					
[...]																					
Surveillance des eaux de surface L'exploitant fera réaliser, chaque année, cinq analyses d'eau, prélevée à environ 300 m en aval du point de rejet dans la rivière "la Creuse" et dans l'axe de celle-ci, au cours des mois de juillet, août, septembre, octobre et décembre. Les paramètres recherchés sont les suivants : t°, pH, O ₂ , MES, DBO, DCO, NTK, Pt et NH ₄ ⁺ . Cette campagne de surveillance sera coordonnée avec le suivi du réseau qualité de l'Agence de l'Eau et l'exploitant s'assurera au préalable que les prélèvements soient effectués en même temps que ceux organisés en amont par l'Agence de l'Eau au niveau de leur station n° 04 097100 et en aval éloigné (station n° 04 097200). Les résultats de ces analyses seront transmis à l'inspection des installations classées et à la DIREN Centre dès leur réception. Un bilan de ces mesures sera également transmis à l'inspection des installations classées à l'issue d'une période d'observation de deux ans. L'inspection des installations classées statuera, en liaison avec la DIREN, sur la nécessité de poursuivre cette surveillance.																					
Constats : Suite aux dysfonctionnements de la station d'épuration entre juin et juillet 2022, l'exploitant n'a pas prévu de surveillance rapprochée de la teneur en P et N de la biomasse. L'exploitant doit transmettre les éléments justifiant de la surveillance rapprochée pour les contrôles microscopiques de la biomasse.																					
Observations : Les points suivants ont été abordés :																					

1- Programme de surveillance rapprochée en cas de dysfonctionnement de la station d'épuration :
- Indice de volume des boues, excès d'ammoniac et d'orthophosphate dans les effluents : en fonctionnement normal, l'exploitant réalise 2 à 3 mesures par semaine pour l'indice de volume des boues (mesure hebdomadaire prescrite), de plus, cette mesure a été réalisée quotidiennement du 17 au 21/07/2022.

- Teneur en P et N de la biomasse : une mesure a été réalisée en mars 2022, l'exploitant n'a pas réalisé de surveillance rapprochée pour ces paramètres sur la période de juin et juillet 2022.

Le point relatif à la surveillance rapprochée pour les contrôles microscopiques de la biomasse n'a pas été vérifié.

2- Surveillance des eaux de surfaces :

Ce point a été abordé lors de la visite d'inspection qui a été réalisée le 7 novembre 2013. Le constat réalisé était :

« Le bilan des mesures réalisées entre 2005 et 2009 a été transmis à l'inspection par courrier du 13 juillet 2010.

Le rapport conclut à ce que l'incidence du rejet de la station d'épuration sur la qualité du milieu récepteur est négligeable. »

Suite à ce constat, il n'a pas été retrouvé au dossier les éléments permettant de vérifier que l'inspection des installations classées a statué sur la nécessité de poursuivre cette surveillance.

L'inspection des installations classées statuera sur ce point, notamment au regard des modifications qui ont été apportées sur la station d'épuration depuis 2009.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rapport d'incident ou d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/07/2022, article R.512-69
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet eaux industrielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant doit transmettre, à la préfecture ainsi qu'à l'inspection des installations classées le rapport d'accident actualisé concernant le premier épisode de dépassement de VLE ayant eu lieu en juin 2022 et transmettre le rapport d'accident concernant le second épisode de dépassement ayant eu lieu en juillet 2022. Les effets sur l'environnement seront notamment détaillés ainsi que le cas échéant les mesures prises ou envisagées pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</p>
<p>Observations : L'exploitant a transmis par mail du 21/06/2022 le rapport d'accident concernant le premier épisode de dépassement de VLE sur le rejet « Eaux industrielles » ayant eu lieu début juin. Ce rapport nécessite d'être mis à jour au vu des mesures prises par la suite par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un second rapport d'accident sera transmis concernant le second épisode de dépassement de VLE sur le rejet « Eaux industrielles » ayant eu lieu au cours du mois de juillet.</p> <p>L'exploitant détaillera les effets sur l'environnement et les mesures prises ou envisagées pour en pallier les effets à moyen ou à long terme, notamment au vu des constats réalisés le 19/07/2022 sur le cours d'eau la Creuse et détaillés précédemment dans ce rapport.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet